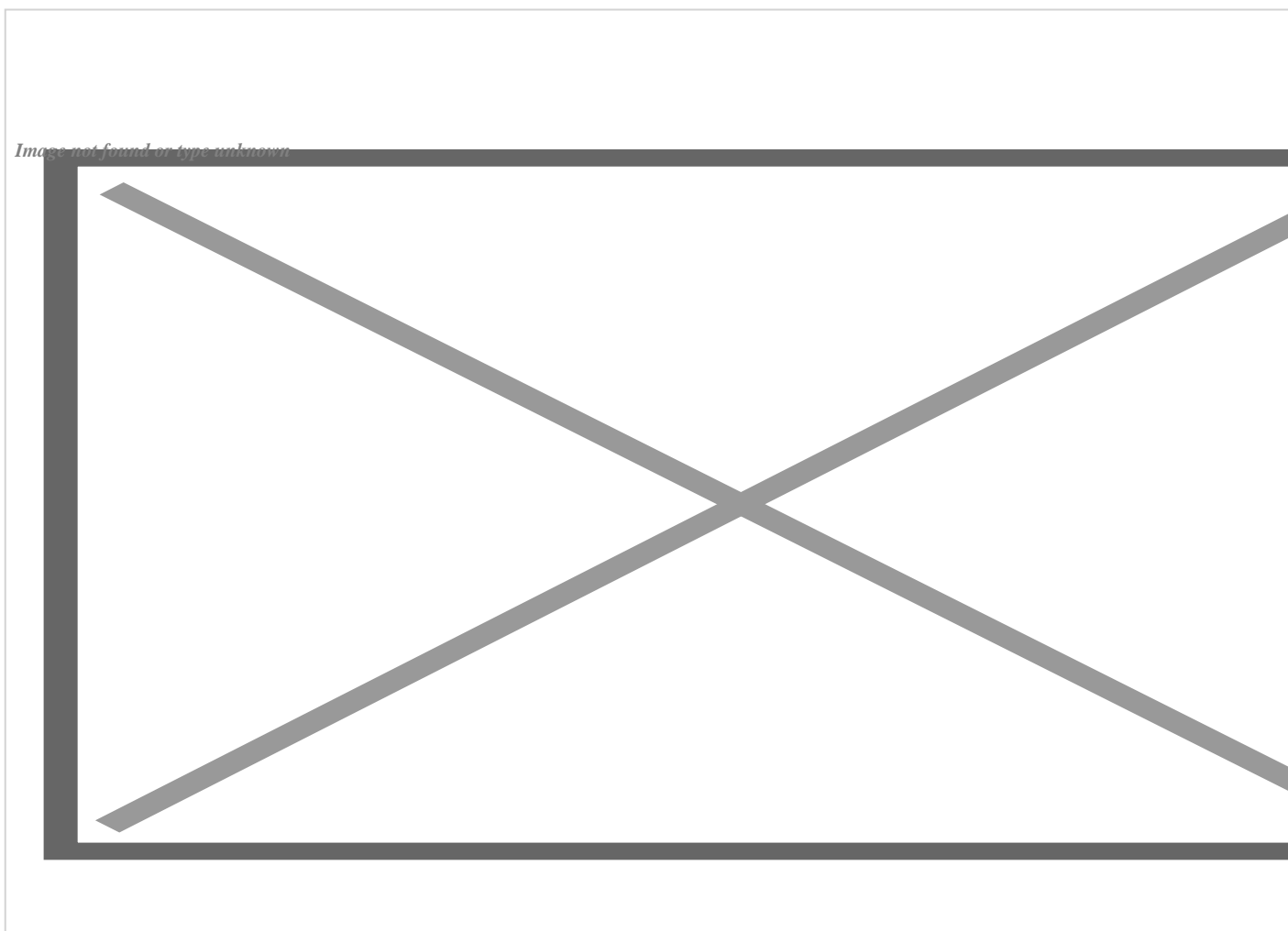


Nouvelle manœuvre de la droite européenne contre Cuba



Par María Josefina Arce (RHC)

Il n'y a aucun doute, la droite au Parlement européen fait une fixation avec Cuba. Elle persiste à promouvoir des débats sur la situation des droits de l'homme, avec des prétextes peu fiables, répondant à un scénario manipulateur et donner une fausse image de la réalité cubaine.

Il est frappant de constater que Cuba est seul pays d'Amérique Latine et des Caraïbes à être au centre des débats ces derniers mois au sein de cette organisation.

Il ne s'agit pas du hasard, tout nous mène à penser que la droite au Parlement européen cherche à entraver les relations entre Cuba et l'Union européenne et à revenir à l'époque de la soi-disant Position Commune, qui, promue en 1996, avait un caractère d'ingérence, sélectif, discriminatoire et répondait aux intérêts des États-Unis.

ette politique a pris fin en 2016 avec la signature de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union Européenne et Cuba, qui a marqué un nouveau départ bénéfique pour les deux parties.

Mais un petit groupe de députés européens revient encore et encore sur de vieux prétextes, se joignant au jeu des États-Unis, un pays qui, avec sa politique hostile envers la nation caribéenne, viole les droits humains les plus élémentaires de tout le peuple cubain. Le blocus nord-américain que Washington maintient contre notre pays depuis près de 60 ans constitue la violation la plus longue et la plus grave des prérogatives des citoyens. Il n'y a pas de famille cubaine n'ayant pas souffert des limitations dans leur vie quotidienne, un détail important dont la droite européenne ne parle pas et semble également oublier le rejet mondial de cette mesure génocidaire.

Pour vous rafraîchir la mémoire, il y a eu pourtant les votes à l'Assemblée Générale de l'ONU, en juin dernier, exigeant pour la 29ème fois la levée du siège économique, intensifié en temps de pandémie.

Et plus récemment ici à La Havane, lors du XXe Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique-Traité de Commerce entre les peuples, le siège des États-Unis a été dénoncé. Le Gouvernement cubain se bat pour faire valoir les droits de son peuple.

Cela se traduit par les acquis de la Révolution au cours de toutes ces années, salués par les organisations internationales. La plus Grande des Antilles est reconnue pour ses avancées en matière de santé, de biotechnologie et d'éducation, entre autres.

En effet, Cuba dispose actuellement de trois vaccins contre le COVID-19, grâce au travail inlassable et au talent de nos scientifiques.

L'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, a indiqué le rôle d'avant-garde joué par Cuba dans la production d'immunogènes contre le nouveau coronavirus.

Cuba se fait également remarquer par le développement intégral des enfants et des jeunes et la protection de citoyens vulnérables tels que les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Le gouvernement cubain garantit le respect des droits humains de chacun de ces citoyens et, contribue, en outre, avec son aide à ce que d'autres peuples aient accès à la santé et à l'éducation, un exemple de l'humanisme et de la solidarité caractérisant la Révolution.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/280047-nouvelle-manoeuvre-de-la-droite-europeenne-contre-cuba>



Radio Habana Cuba